

# **FONDS DE FONDS LE MAG'**

---

**ÉDITION 2025**

# ÉDITO

La Direction Fonds de fonds est heureuse de vous présenter cette nouvelle édition du Mag'. Nous vous proposons une synthèse de notre vision du marché du capital-investissement mais aussi des analyses de tendances de marché structurantes.

Nous vous en souhaitons une bonne lecture.

L'équipe Fonds de fonds, Bpifrance



# Sommaire

## 1. VISION DE L'INDUSTRIE DU CAPITAL-INVESTISSEMENT

- 1.1 Industrie du capital-risque
- 1.2 Industrie du capital-développement et du capital-transmission
- 1.3 Climat : contre les vents contraires, gardons le cap

## 2. TENDANCES DE MARCHÉ FORTES

- 2.1 Le défi de la défense européenne
- 2.2 L'avènement de la robotique humanoïde
- 2.3 Investir dans l'industrie française : une opportunité stratégique ?
- 2.4 Private equity et particuliers : une (r)évolution qui se confirme



# **VISION DE L'INDUSTRIE DU CAPITAL- INVESTISSEMENT**

# 1.1 INDUSTRIE DU CAPITAL-RISQUE

Rédactrices

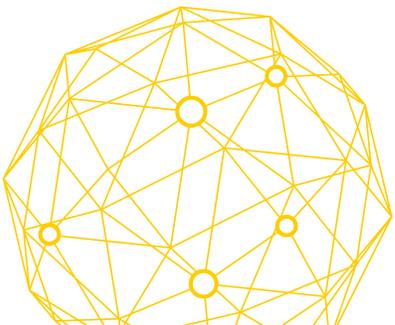
Claudia Gray  
et Caroline Oriola

**La normalisation du marché de la tech européenne s'est poursuivie en 2024, après deux années 2021 et 2022 exceptionnelles.** Ainsi, l'Europe semble avoir atteint un nouvel équilibre avec des montants levés par les sociétés tech européennes qui restent supérieurs aux années pré-Covid, soit 48 Md€ en 2024, mais en recul de 7 % par rapport à 2023.

Bien que les États-Unis continuent de représenter le marché le plus profond loin devant le reste du monde, l'Europe se distingue par la croissance qu'elle a connue sur les dix dernières années, devant celle des autres régions du globe : entre 2014 et 2024, le taux de croissance composé des montants levés en Europe est de 13 % contre 8 % aux États-Unis. L'Europe peut en particulier compter sur ses 3 hubs principaux – le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne – qui ont fait émerger les premières licornes européennes.

Dans ce paysage, la France conserve pour la troisième année consécutive la seconde position en termes de montants levés sur le plan sur certains secteurs Deeptech, l'écosystème européen, après le Royaume-Uni. Près de 8 Md€ ont été injectés dans 723 sociétés de La French Tech. Ce montant a été porté par 12 megarounds qui ont représenté près de 3 Md€, dont, par exemple : HR Path (HR Tech, 500 M€, juillet), Mistral AI (IA, 468 M€, juin), Poolside (IA, 453 M€, septembre), Electra (CleanTech, 300 M€, janvier), The H Company (IA, 200 M€, mai). Ces opérations illustrent le dynamisme des secteurs de l'Intelligence Artificielle (3 Md€ levés, soit 38 % des montants levés en France) et de la Cleantech cette année-là (1,9 Md€ levés). Parmi les 3 nouvelles licornes ayant émergé en 2024 – Pennylane, Pigment et Poolside – la dernière est d'ailleurs une startup de l'IA.

Bien que résilient grâce à l'appétence des investisseurs sur certains secteurs deeptech, l'écosystème du capital-risque français reste marqué par la difficulté pour les scale-up à lever des tours late stage. Les investisseurs étrangers ont continué de jouer un rôle important dans le financement de ces entreprises françaises : environ un quart des montants levés en 2024 proviennent d'investisseurs non européens.



# 1.1 INDUSTRIE DU CAPITAL-RISQUE

Rédactrices

Claudia Gray  
et Caroline Oriola

Ces sociétés françaises et européennes sont confrontées à un marché peu favorable aux introductions en bourse. En 2024, l'Europe a compté 23 IPO tech, dont 2 en France : Planisware, fournisseur de logiciels de gestion de projet SaaS (avril 2024, Euronext) et LightOn, premier acteur spécialisé en IA générative à s'introduire en bourse en Europe (novembre 2024, Euronext Growth).

Néanmoins, l'activité M&A continue de porter les sorties, avec environ 1 000 opérations de M&A de sociétés soutenues par des fonds de capital-risque européens, un niveau stable par rapport à 2023. La France compte aussi autant d'opérations de M&A que l'année dernière, dont 4 supérieures à 200 M€ : la biotech Amolyt Pharma vendue à AstraZeneca (1,05 Md\$), Lumapps, pionnier du marché des intranets de nouvelle génération, vendu à Bridgepoint (650M\$), le réseau social BeReal, vendu à Voodoo (500 M€) et Preligens, spécialiste de l'analyse d'images satellites militaires reposant sur l'IA, cédé à Safran (220 M€).

Le changement de paradigme que l'on observe dans le capital-risque depuis 2022 transforme profondément l'écosystème VC menant les investisseurs à réfléchir à la pérennité du modèle d'affaires. Les acteurs du capital-risque cherchent désormais à accélérer l'atteinte de la rentabilité des startups de leur portefeuille afin de faciliter des sorties via des fonds de private equity, auparavant moins naturelles pour les VC.

## Sources :

- Dealroom
- Pitchbook
- [State of european tech 2024 - atomico](#)
- [Baromètre du capital-risque en france, 2024 - EY](#)
- [The state of the french tech ecosystem, 2024 - 20VC](#)

# 1.2 INDUSTRIE DU CAPITAL-DÉVELOPPEMENT/TRANSMISSION

Rédactrices

Géraldine Fiani  
et Caroline Oriola

L'industrie française du capital-développement et du capital-transmission a confirmé son changement d'échelle ces dernières années, y compris à travers les différents cycles connus depuis le covid. Les sociétés de gestion de plus en plus diversifiées ont montré jusqu'à présent leur robustesse, notamment en matière de performance. Toutefois, l'accélération de la liquidité est essentielle pour permettre la poursuite de la croissance de l'industrie.

Le contexte macroéconomique difficile, caractérisé notamment par des taux d'intérêt élevés et un contexte géopolitique instable, se répercute sur la durée des levées de fonds, qui s'allongent dans le temps. En moyenne, en France, il faut désormais près de 21 mois pour lever un fonds (tous stades d'intervention confondus), contre 14 sur la période 2021 - 2022.

Pour autant, les levées effectuées en France par les fonds de capital-développement et de capital-transmission restent relativement stables par rapport à 2023, similaires au niveau pré-covid, avec respectivement plus de 5 Md€ et 13 Md€ levés. Les fonds de capital-transmission se distinguent par un nombre croissant d'opérations et des levées de fonds plus dynamiques que le segment du capital-développement.

Dans cet environnement, le paysage français compte moins de créations de *first time teams/funds* indépendants, mais davantage de projets structurés au sein de plateformes existantes. Par ailleurs, de nombreuses initiatives voient le jour en soutien de l'industrie de la défense. La résurgence des conflits armés pousse les sociétés de gestion à se positionner en soutien des PME composant la base industrielle et technologique de la défense, s'inscrivant ainsi dans l'élan insufflé par le plan « *ReArm Europe* » de l'Union européenne. L'écosystème de fonds généralistes et thématiques dédiés au financement du secteur de la défense et des segments affiliés se structure.

# 1.2 INDUSTRIE DU CAPITAL-DÉVELOPPEMENT/TRANSMISSION

Rédactrices

Géraldine Fiani  
et Caroline Oriola

Sur le plan de l'activité des fonds de capital-développement et de capital-transmission *small cap* en France, nous constatons une reprise encourageante, confirmée par une progression de près de 30 % des opérations de fusions-acquisitions en 2024 (vs. 2023), avec un fort dynamisme sur le segment capital-transmission. Cette tendance est alimentée notamment par les petites opérations (1 à 5 M€), particulièrement observées lors de périodes d'incertitude, pendant lesquelles les petits acteurs opèrent des rapprochements afin de pérenniser leur activité.

Par ailleurs, le marché du secondaire connaît un véritable essor en Europe, atteignant environ 35 Md\$ de transactions en 2024 (150 Md\$ au niveau mondial, soit +40 % vs. 2023). Les opérations de GP-led ont particulièrement cru et représentent environ 40 % des opérations secondaires.

Elles concernent majoritairement des fonds de continuation dédiés à des actifs de qualité, tendance également observée en France. Ainsi, dans un contexte de raréfaction des liquidités et d'allongement des cycles d'investissement, le fonds de continuation devient une nouvelle voie de sortie vouée à perdurer, considérée et adoptée par les sociétés de gestion françaises. Il permet de prolonger la période de détention et financer les nouvelles étapes de développement des entreprises, tout en assurant des retours de liquidité auprès des investisseurs sortants, leur donnant ainsi les moyens de prendre de nouveaux engagements.

## Sources :

- [Activité du capital-investissement français en 2024](#), France Invest – Grant Thornton
- [2024 secondary market report](#), Lazard
- Article Les Echos, mars 2025, « [Gestion d'actifs : les lancements de fonds défense se multiplient](#) »
- Article Les Echos, mai 2025, « [Le début d'année calamiteux des fonds durables](#) »
- Article L'agefi, mai 2025, « [Le M&A dans les PME françaises devrait continuer à être dynamique en 2025](#) »

# 1.3 CLIMAT : CONTRE LES VENTS CONTRAIRES, GARDONS LE CAP

Rédactrice

Caroline Brun Ellefsen

Les initiatives ESG ont été la cible de vagues d'attaques virulentes au cours des derniers mois et le cadre réglementaire européen du Green Deal a été fragilisé par des tentatives de dérégulation. Ces mouvements ont conduit à un retour en arrière de certaines entreprises et acteurs financiers, à la fois sur leur politique de diversité, équité et inclusion mais aussi sur leur engagement climatique, y compris dans le cadre d'initiatives reconnues comme la SBTi (*Science Based Targets Initiative*) ou la NZAM (*Net Zero Asset Managers Initiative*).

Dans le même temps, les valeurs records de température se multiplient, les événements climatiques extrêmes deviennent plus intenses et fréquents et les coûts liés aux catastrophes climatiques à travers le monde ont augmenté à près de 300 Md€ en 2024, accroissant les inégalités et menaçant les acquis sociaux, en particulier pour les communautés les plus vulnérables.

Dans un contexte où les enjeux de souveraineté, d'indépendance énergétique et de stabilité sont au cœur des préoccupations en Europe, la transformation vers un modèle durable est le seul choix qui s'offre à nous. L'"ESG backlash" semble être le dernier souffle d'un modèle résistant à l'impériosité de cette transformation profonde, permettant aux acteurs économiques de converger vers des modèles décarbonés plus efficaces en ressources, implantés dans nos territoires et plus justes.

# 1.3 CLIMAT : CONTRE LES VENTS CONTRAIRES, GARDONS LE CAP

Rédactrice

Caroline Brun Ellefsen

Ces nouveaux modèles apportent des bénéfices tangibles y compris pour les sociétés de gestion en capital-investissement et leurs participations. De nombreux investisseurs, dont des signataires de *PRI* (*Principles for Responsible Investment*) et *iCI* (*Initiative Climat International*), se sont d'ailleurs prononcés pour maintenir un cadre exigeant et une transparence nécessaire pour piloter la décarbonation de leur portefeuille.

Une intégration des enjeux sociaux et environnementaux dans le fonctionnement et le cycle d'investissement d'une société de gestion s'avère source de création de valeur. Cela se matérialise par une performance financière plus robuste, une vision plus large, une meilleure gestion des risques et opportunités pour le portefeuille et une attraction accrue de capitaux d'Investisseurs Institutionnels.

## **Pour les sociétés en portefeuille, les intérêts tangibles sont aussi multiples et incluent :**

- Une compétitivité accrue dans les appels d'offres de clients sélectionnant des fournisseurs sur leur intensité carbone pour réduire leurs propres émissions scope 3.
- Une robustesse face aux risques physiques climatiques
- Une facilitation du recrutement et de la rétention des talents
- Une réduction de coûts liée à une utilisation plus efficace des ressources
- Un accès facilité aux financements verts, y compris à une dette à taux préférentiel.

# 1.3 CLIMAT : CONTRE LES VENTS CONTRAIRES, GARDONS LE CAP

Rédactrice

Caroline Brun Ellefsen

Cependant, malgré ces bénéfices multiples et reconnus, le rythme de transition de certaines startups et PME/ETI est freiné par les capex initiaux importants à déployer, un manque de ressources dédiées ou encore le manque d'expertise interne. Les entreprises non cotées pâtissent d'un retard significatif sur la décarbonation par rapport aux entreprises cotées.

C'est une opportunité majeure pour le capital-investissement. Pour répondre à ces préoccupations et ces besoins du marché, les sociétés de gestion disposent de leviers conséquents pour initier et/ou structurer ces démarches de transition, soutenu par un véritable travail pédagogique auprès des entreprises. Elles accompagnent leurs participations pendant toute la période de détention, favorable à la structuration de plan d'action pluriannuel.

Bpifrance encourage depuis plusieurs années ses fonds partenaires à intégrer les enjeux sociaux et environnementaux dans leur activité, en les incitant notamment à systématiser une analyse climat dans le cadre des dues diligences, à la fois sur la décarbonation et l'adaptation. Bpifrance incite également les sociétés de gestion à soutenir et structurer les démarches de transition des entreprises en portefeuille. À travers des programmes d'accompagnement, Bpifrance partage les meilleures pratiques et accompagne la montée en compétence sur ce nouveau volet du métier de capital-investissement.

Face aux vents contraires, il est essentiel de maintenir le cap et il est plus qu'urgent de réitérer notre ambition. Accélérer les efforts de décarbonisation et d'adaptation est un impératif afin de garantir un avenir durable pour les générations futures, ainsi qu'assurer la pérennité de notre métier.

## Sources :

- [Rapport 2023 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions | ONU - Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente](#)
- [Hurricanes, severe thunderstorms and floods drive insured losses above USD 100 billion for 5th consecutive year, says Swiss Re Institute | Swiss Re](#)
- <https://www.Unpri.Org/download?Ac=22781>



A white geometric network of lines and circles on a yellow background. The network consists of several interconnected nodes (circles) and edges (lines), forming a complex, web-like structure. One node is significantly larger than the others and contains the number '2'.

**2**

# **TENDANCES DE MARCHÉ FORTES**

## 2.1 LE DÉFI DE LA DÉFENSE EUROPÉENNE

L'Europe se trouve aujourd'hui à un tournant crucial de son histoire en matière de défense et de sécurité. La résurgence de conflits armés combinée au manque de lisibilité de la politique étrangère américaine a brutalement mis en lumière la vulnérabilité du continent européen. La nécessaire transition vers une plus grande autonomie soulève de nombreux défis, notamment celui du financement de l'industrie de défense européenne.

Les enjeux sont pléthores pour le marché européen, caractérisé par des réglementations différentes entre pays et des priorités nationales divergentes. Le manque d'alignement et de soutien entre États membres freine la structuration du marché. D'ailleurs, la majorité des dépenses d'équipements sont réalisées hors de l'Union européenne, au bénéfice d'industriels américains.

Les sorties restent limitées et font l'objet de procédures spécifiques lors du rachat par des entreprises étrangères, pour des raisons de souveraineté. Enfin, les financements orientés vers la défense sont insuffisants, insuffisance expliquée en partie par les contraintes réglementaires imposées aux LPs institutionnels, la montée en puissance des objectifs extra-financiers parfois considérés incompatibles avec l'industrie d'armement et le manque d'expertise pour évaluer ces technologies spécifiques.

Cette prise de conscience est le tremplin de nombreuses initiatives structurantes en France et en Europe. L'Union européenne a notamment annoncé la création d'un Fonds Européen de Défense doté de 7,3 Md€ sur la période 2021-2027 ainsi que le déploiement d'un plan « ReArm Europe » de 800 Md€ pour une Europe « plus sûre et résiliente » en mars dernier. En outre, le budget militaire français s'élève désormais à 413 Md€ avec la nouvelle Loi de Programmation Militaire (LPM) 2024 - 2030, soit une augmentation de 40 % par rapport à la précédente LPM.

## 2.1 LE DÉFI DE LA DÉFENSE EUROPÉENNE

Cette hausse des budgets alloués à la défense devrait créer un contexte porteur pour les 4 500 PME françaises composant la base industrielle et technologique de défense. La France dispose d'ailleurs d'un des écosystèmes de défense les plus développés d'Europe, avec de grands groupes tels qu'Airbus, Safran, Thales, Naval Group ou Dassault, et jouit d'un savoir-faire reconnu : elle est le 2<sup>e</sup> exportateur mondial d'armement en 2024.

L'émergence des nouvelles technologies (drones, robotique avancée, IA) et de nouveaux champs de conflits (espace, cyberspace, fonds marins) rebat les cartes. L'offre des startups et PME innovantes spécialisées dans ces technologies de niche, moins complexes et moins capitalistiques, vient compléter les produits et services des grands groupes.

Néanmoins, les startups européennes de la défense pâtissent d'un écosystème de financement encore limité : en 2024, elles ont levé 1 Md\$ contre 4,2 Md\$ pour les startups américaines. L'Union européenne ne représente que 10 % des investissements VC de *defense tech* des pays membres de l'OTAN depuis 2018, contre 83 % pour les États-Unis.

De plus, l'Europe compte assez peu de fonds VC spécialisés sur la défense, même s'ils sont complétés par des fonds généralistes et thématiques en capacité d'investir et d'accompagner les startups de la défense et/ou des segments affiliés, comme la cybersécurité, l'aérospatial et les Deeptech.

Bpifrance contribue activement au développement de cet écosystème français par ses investissements directs - plus de 70 entreprises du secteur de la défense - réalisés notamment *via* deux fonds dédiés, Definvest et le Fonds Innovation Défense. Elle investit également, à travers son activité Fonds de fonds, dans des fonds de capital-risque et de capital-investissement actifs dans le secteur de la défense ou secteurs connexes, avec la recherche in fine d'un effet d'entraînement sur les investisseurs privés français et étrangers. Au 30 septembre 2024, les fonds souscrits par Bpifrance ont déployé plus de 2,5 Md€ dans des startups de la défense.

### Source :

- [Guerre en Ukraine : l'UE dévoile un plan de 800 milliards d'euros pour "réarmer l'Europe" - Touteleurope.eu](https://www.touteleurope.eu)

## 2.2 L'AVÈNEMENT DE LA ROBOTIQUE HUMANOÏDE

Longtemps confinée aux laboratoires de recherche et à la science-fiction, la robotique humanoïde devient progressivement un secteur économique réel et en pleine expansion. Ces machines, conçues pour évoluer et interagir naturellement dans des environnements humains, représentent désormais l'une des frontières les plus dynamiques de la technologie.

### PANORAMA DU MARCHÉ ET APPLICATIONS

Selon une étude récente de Goldman Sachs, le marché de la robotique humanoïde pourrait atteindre 38 Md\$ d'ici 2035. La période 2022-2024 semble marquer un tournant, notamment grâce aux avancées rapides de l'intelligence artificielle générative. En parallèle des progrès en IA, mécatronique et science des matériaux, la baisse du coût des composants a permis d'accélérer le développement, avec des modèles de base désormais disponibles autour de 30 000 dollars.

Actuellement, le marché est estimé à 1,5-2 Md\$, avec une croissance annuelle projetée entre 35 et 45 %. D'ici 2030, les prévisions les plus prudentes évoquent un marché de 15 Md\$, contre 30 Md pour les plus optimistes.

Les applications se multiplient dans divers secteurs. L'industrie manufacturière mène la danse, représentant environ 40 % des cas d'usage actuels. Des entreprises comme BMW et Tesla testent déjà des robots humanoïdes sur leurs lignes de production. Le secteur des services connaît toutefois la croissance la plus rapide, notamment dans l'hôtellerie et la relation client. Environ 20 % de l'activité concerne la R&D, avec des initiatives telles que le robot iCub de l'Institut Italien de Technologie. En santé, les robots commencent à accompagner les soins aux personnes âgées, avec des entreprises comme Toyota ou des startups telles que Fairyon Humanoid Tech (Chine) et Enchanted Tools (France).

## 2.2 L'AVÈNEMENT DE LA ROBOTIQUE HUMANOÏDE

### PRINCIPAUX ACTEURS DU SECTEUR

Le paysage concurrentiel comprend plus de trente acteurs issus de divers secteurs industriels. Le projet Optimus de Tesla vise à produire des robots polyvalents pour des tâches à risque. NVIDIA, via son Project Groot, se concentre sur les modèles d'IA fondamentaux pour la robotique humanoïde et les outils d'intégration. Boston Dynamics continue de perfectionner son robot Atlas, en se concentrant davantage sur la recherche que sur la commercialisation.

Unitree Robotics, entreprise chinoise connue pour ses robots quadrupèdes, a dévoilé H, un robot humanoïde à la mobilité avancée.

En avril 2025, Hugging Face a acquis la startup française Pollen Robotics. Cela marque l'entrée de Hugging Face dans l'espace robotique, avec le robot humanoïde open-source Reachy 2 désormais disponible pour 70 000 \$ et adopté par des institutions telles que Cornell et Carnegie Mellon. L'ambition de l'entreprise est claire : rendre la robotique plus accessible, plus abordable et plus respectueuse de la vie privée.

Parmi les autres acteurs importants, citons Figure AI, qui collabore avec BMW sur le déploiement d'usines, Agility Robotics, qui construit son robot Digit pour les opérations logistiques d'Amazon, et la société norvégienne 1X, qui développe son robot NEO avec l'aide d'OpenAI. Enchanted Tools, fondée par l'un des créateurs de NAO et de Pepper, travaille sur des robots empathiques dotés de caractéristiques uniques telles que des sphères de mobilité holonomiques.

Aux États-Unis, Skild AI a récemment levé 300 M\$ pour développer un modèle d'IA fondamental pour la robotique. Les géants de la technologie tels que Google, Amazon, Microsoft et Apple façonnent également l'écosystème en apportant des capacités d'IA, des plateformes cloud, des infrastructures logistiques et des initiatives de robotique en phase de démarrage.

## 2.2 L'AVÈNEMENT DE LA ROBOTIQUE HUMANOÏDE

### TENDANCES ÉMERGENTES

Plusieurs tendances remodelent progressivement le secteur. L'une d'entre elles est la spécialisation verticale accrue : plutôt que de construire des robots polyvalents, les entreprises conçoivent des solutions sur mesure pour des industries spécifiques. Cela permet une innovation plus ciblée, tout en accélérant le déploiement, une stratégie particulièrement pertinente dans le secteur des soins de santé.

Une autre tendance est l'essor de la robotique en tant que service (RaaS), qui permet aux organisations de louer des robots avec maintenance incluse. Ce modèle abaisse la barrière à l'entrée, en particulier pour les petits acteurs des secteurs de l'hôtellerie, de la vente au détail et des services.

Les plateformes open source gagnent également du terrain. En partageant les conceptions matérielles et les logiciels de contrôle, des entreprises comme Hugging Face encouragent une expérimentation plus large et une innovation menée par la communauté.

L'intégration de l'IA générative s'avère transformatrice. Des entreprises comme Figure AI et Skild AI utilisent de grands modèles de langage et des systèmes de vision avancés pour permettre aux robots de comprendre et s'adapter aux tâches par le biais du langage naturel, une évolution que certains décrivent comme un « tournant ChatGPT » pour la robotique.

Des marchés de compétences pour les robots commencent également à émerger. Ces plateformes, qui s'apparentent à des magasins d'applications, pourraient permettre aux développeurs de distribuer des capacités, ce qui élargirait le champ de compétences des robots et ouvrirait de nouveaux débouchés commerciaux.

Enfin, la collaboration homme - robot est davantage recherchée. Plutôt que de remplacer les travailleurs, de nombreux développeurs conçoivent des robots qui fonctionnent aux côtés de l'homme. Enchanted Tools, par exemple, développe des robots émotionnellement intelligents.



## 2.2 L'AVÈNEMENT DE LA ROBOTIQUE HUMANOÏDE

### PERSPECTIVES

Malgré des progrès significatifs, des défis majeurs subsistent. Le coût élevé du développement et l'incertitude du retour sur investissement constituent toujours des obstacles à une adoption généralisée. La sécurité, la réglementation et l'acceptation par le public seront également des obstacles majeurs, en particulier lorsque les robots deviendront plus visibles dans la vie quotidienne. La mise au point de robots capables de fonctionner dans des environnements non structurés nécessitera de nouvelles innovations.

La robotique humanoïde pourrait suivre une trajectoire similaire à celle des véhicules autonomes, où les attentes initiales ont dû être revues à mesure que les complexités techniques et réglementaires devenaient plus claires. Les prévisions d'un déploiement à grande échelle d'ici 2026-2027 peuvent être optimistes, l'adoption plus large étant plus susceptible de se produire dans un délai de 5 à 10 ans.

Finalement, ce rythme plus lent pourrait être bénéfique à l'industrie, lui donnant le temps d'aborder les questions clés concernant l'éthique, la fiabilité et l'intégration. Alors que les programmes pilotes s'intensifient, les années à venir seront cruciales pour déterminer la manière dont les robots humanoïdes s'intégreront dans la société, non seulement en tant que réalisations technologiques, mais aussi en tant que partenaires de collaboration dans la vie de tous les jours.



## 2.3 INVESTIR DANS L'INDUSTRIE FRANÇAISE : UNE OPPORTUNITÉ STRATÉGIQUE ?

Dans un contexte économique mondial marqué par des incertitudes géopolitiques et de nécessaires transitions écologiques, l'industrie française se positionne comme un secteur stratégique offrant des perspectives attractives pour les fonds. Portée par des politiques publiques ambitieuses, une attractivité renforcée et des dynamiques de réindustrialisation, la France présente un environnement propice à des investissements industriels pérennes et rentables.

### UNE ATTRACTIVITÉ INDUSTRIELLE CONSOLIDÉE

En 2023, notre pays enregistrait 530 créations ou extensions d'usines, confirmant son leadership en Europe dans ce domaine. Pour la 6<sup>e</sup> année consécutive, en 2024, la France est le pays européen qui a attiré le plus grand nombre d'investissements internationaux à destination de l'industrie.

Cette attractivité est notamment soutenue par des atouts structurels tels qu'une électricité fortement décarbonée, dix fois inférieure à celle de l'Allemagne, la qualité des infrastructures de transport, la qualification de la main d'œuvre et le soutien apporté par l'Etat français via ses différentes politiques dédiées à la transformation de l'industrie française. La France accuse néanmoins un retard en termes d'automatisation et de robotisation, comparée à d'autres pays européens (Allemagne, Slovénie, Italie).

## 2.3 INVESTIR DANS L'INDUSTRIE FRANÇAISE : UNE OPPORTUNITÉ STRATÉGIQUE ?

### UNE POLITIQUE PUBLIQUE VOLONTARISTE

Le plan d'investissement France 2030, doté de 54 Md€ sur cinq ans, vise à développer la compétitivité industrielle et les technologies d'avenir, et notamment sur des secteurs stratégiques, à l'image des petits réacteurs modulaires, des véhicules électriques et de l'aéronautique bas-carbone. Ce plan soutient également la décarbonation de l'industrie, avec un objectif de réduction de 35 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Ces mesures résultent d'une véritable prise de conscience des enjeux stratégiques liés à la résilience économique, à la transition écologique et à la souveraineté technologique, en particulier dans le secteur de la défense.

Bpifrance joue un rôle clé dans le financement de l'innovation industrielle. En 2024, elle a injecté 60 Md€ dans l'économie française, dont 5,2 Md€ dédiés au financement de l'innovation auprès de plus de 5 500 entreprises. Ces investissements soutiennent notamment des projets dans les domaines des batteries, de la robotique, de l'intelligence artificielle et de la santé numérique.

En parallèle des enjeux de financement, le gouvernement cherche à répondre à l'enjeu du foncier. Il a déjà mis à disposition 55 sites industriels « clés en main », totalisant plus de 3 300 hectares, pour faciliter l'implantation de nouvelles activités industrielles. Cette initiative vise à répondre au besoin identifié de 22 000 hectares de foncier industriel d'ici 2030.

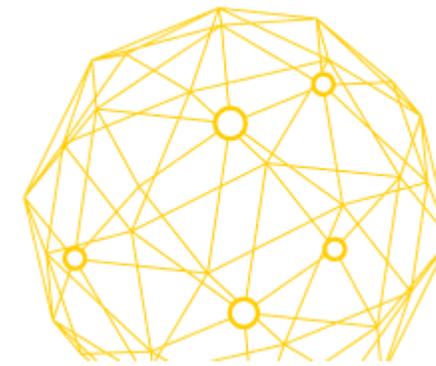
## 2.3 INVESTIR DANS L'INDUSTRIE FRANÇAISE : UNE OPPORTUNITÉ STRATÉGIQUE ?

### UNE DYNAMIQUE DE RÉINDUSTRIALISATION EN COURS

Après deux années particulièrement dynamiques (176 ouvertures nettes en 2022 et 189 en 2023), l'année 2024 enregistre un solde net de **89** ouvertures. Cette évolution témoigne d'un ralentissement attendu, en lien avec les disparités existantes selon les filières et les territoires.

Les secteurs de l'industrie verte (batteries, photovoltaïque, éolien, usines de recyclage et de revalorisation des déchets), de l'agroalimentaire et des biens de consommation affichent une évolution positive, tandis que des filières comme la plasturgie, l'automobile, le transport et la mécanique connaissent un repli.

Toutefois, ce ralentissement ne remet pas en cause la tendance de fond : la réindustrialisation se poursuit. Depuis 2022, le Baromètre industriel de l'État recense en effet plus de **450** ouvertures nettes sur tout le territoire. Par ailleurs, la France compte à fin 2024 plus de **3 200** startups à vocation industrielle, vivier des startups industrielles de demain, dont **21 %** sur le segment de l'industrie verte, **19 %** sur la santé et 14 % pour les biens de consommations et d'équipements. **75 %** de ces startups sont implantées en région et contribuent ainsi au dynamisme et à l'attractivité des territoires français.



## 2.3 INVESTIR DANS L'INDUSTRIE FRANÇAISE : UNE OPPORTUNITÉ STRATÉGIQUE ?

### DES OPPORTUNITÉS POUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT

L'ensemble de ces éléments crée un environnement favorable et des opportunités pour les fonds d'investissement souhaitant s'engager dans le secteur industriel français.

Ces initiatives sont soutenues par la Direction Fonds de fonds de Bpifrance, et ce depuis 2010 avec le lancement du Fonds National d'Amorçage (FNA), géré pour le compte de l'Etat dans le cadre de France 2030. La troisième génération du fonds porte l'action du programme à 1,5 Md€ au total. Les fonds souscrits par le FNA ont investi dans toute une génération de startups, à l'instar de Mirakl, Alice & Bob, Exotec et Pasqal.

#### Sources :

- Baromètre de l'Attractivité de la France 2024, EY
- « La France, destination européenne n°1 des investissements industriels », 08/08/2024, TECHNIQUE DE L'INGENIEUR
- Réindustrialisation : le gouvernement met à disposition cinquante-cinq sites « clés en main », 16/04/2024, LE MONDE
- [Observatoire des startups, PME et ETI industrielles françaises, 2024, Bpifrance](#)

Le Fonds National de Venture Industriel (FNVI), depuis 2023, s'inscrit dans cette même logique de consolidation de l'écosystème, en ciblant des fonds de capital-risque *early stage* à vocation industrielle. Ce programme, doté de 350 M€, assure ainsi un continuum de financement, les fonds souscrits accompagnant les startups à un stade plus avancé que l'amorçage, et notamment les projets de première usine. À date, 45 % des fonds ont été déployés.

Par ailleurs, au-delà du capital-risque, les fonds de capital-développement et les fonds régionaux partenaires souscrits via d'autres véhicules contribuent également à la réindustrialisation, avec respectivement 30 % et 50 % de leurs investissements orientés vers le secteur industriel.

Dernière initiative en date, afin d'accélérer l'impact du capital-investissement sur la réindustrialisation et l'adaptation au dérèglement climatique, la Direction Fonds de fonds propose aux sociétés de gestion partenaires un Programme d'Accélération Industrie Verte. Ce programme, ouvert annuellement à une dizaine de sociétés de gestion, vise à renforcer leur capacité d'accompagnement des startups et des PME industrielles.

## 2.4 PRIVATE EQUITY ET PARTICULIERS : UNE (R)ÉVOLUTION QUI SE CONFIRME

Le private equity a connu ces dernières années une montée en puissance auprès des particuliers, soutenue par des évolutions réglementaires favorables (loi Pacte en 2019), des plateformes en ligne à l'expérience améliorée (Moonfare, Airfund ou Private Corner, etc) et une volonté des pouvoirs publics de mobiliser l'épargne vers des enjeux sociétaux (industrialisation, souveraineté, climat, etc.). Les personnes physiques et family offices concentrent ainsi 17 % des montants levés en 2024 en France, soit 4,4 Md€, alors même que les tickets d'entrée tendent à s'abaisser. Cette dynamique s'observe également à l'étranger, comme en témoignent la multiplicité de véhicules et de formats aux États-Unis et les réflexions sur l'Union pour l'épargne et l'investissement visant à créer un marché unique du financement en UE.

La collecte dite « Retail » a ainsi progressé de 29 %, avec des encours sous gestion représentant presque 11 Md€ fin 2024. Celle-ci est largement portée par les souscriptions en assurance vie (76 %), qui bénéficient de deux nouveaux coups de pouce réglementaires : la loi industrie verte et la version revue du règlement ELTIF.



## 2.4 PRIVATE EQUITY ET PARTICULIERS : UNE (R)ÉVOLUTION QUI SE CONFIRME

Rédactrice

Anne Vinot

### ENJEUX DE DEMAIN

Les investisseurs particuliers portent un intérêt croissant au capital-investissement. Néanmoins, les freins principaux à l'investissement restent le risque de perte en capital et le manque de liquidité, inhérents à cette classe d'actifs. Les fonds Evergreen répondent en partie à ces enjeux et représentent désormais 62 % des encours à fin 2024 en France. Ils attirent les épargnants et les distributeurs, offrant à la fois flexibilité et diversification ; sans oublier de rappeler l'approche long-terme, nécessaire à la création de valeur des actifs non cotés.

À l'échelle mondiale, avec déjà plus de 200 fonds lancés depuis 2019, Pitchbook estime que les encours Evergreen devraient progresser de 63 % d'ici 2029 et atteindre 4 400 Md\$.

Autre défi, soulevé dans le cadre de la Retail Investment Strategy initiée en 2021 par la Commission européenne : la notion de « value for money ». Ce principe du meilleur couple rendement/coût d'un produit financier vise à garantir à l'épargnant des solutions ajustées en frais par rapport à leur performance. Il sera essentiel dans ce débat d'aller au-delà du simple ratio rendement/coût en intégrant des critères de risque et d'impact extra financier concrets pour répondre aux attentes des épargnants européens, à la recherche de sens pour leurs investissements.

## 2.4 PRIVATE EQUITY ET PARTICULIERS : UNE (R)ÉVOLUTION QUI SE CONFIRME

### ACCESSIBILITÉ ET PÉDAGOGIE

Les études démontrent qu'il existe un lien de causalité entre la connaissance et l'intention de souscrire : si 30 % des épargnants se disent prêts à investir en private equity, ce chiffre grimpe à 64 % pour ceux qui connaissent bien la classe d'actifs et à 77 % pour ceux qui y ont déjà investi : tester, c'est l'adopter.

C'est à ce besoin de pédagogie que répond notamment la plateforme Epargner Autrement lancée par Bpifrance et France Invest, permettant au grand public de s'informer avant d'investir. À cette fin, Bpifrance soutient, au côté d'un collectif de dix partenaires institutionnels, l'association indépendante Place des Investisseurs. Celle-ci développe une plateforme en ligne de formation gratuite, ouverte à tous, conçue pour accompagner les particuliers dans l'éducation financière : de la finance durable aux enjeux d'investissement à long terme, comme le capital-investissement.

#### Source :

- Étude France Invest x Grand Thornton sur l'Activité des acteurs français du capital-investissement en 2024, Février 2025
- Étude France Invest x Quantalys réalisée auprès de 30 sociétés de gestion entre février et mars 2025

La mobilisation de l'épargne vers le non coté devient un enjeu majeur de notre modèle économique, sur lequel l'Union pour l'épargne et l'investissement tente de poser les règles d'un nouveau cadre européen.

Afin de poursuivre leur développement, les acteurs du private equity tricolores qui souhaitent s'adresser à ce nouveau segment d'investisseurs devront respecter le triptyque suivant : performance, transparence et pédagogie. Cela implique de poursuivre les efforts pédagogiques auprès des particuliers pour leur faire connaître et comprendre cette classe d'actifs et de travailler main dans la main avec les distributeurs, chargés du conseil en investissement afin de concevoir des solutions pertinentes.

Dans le cadre de ces perspectives de croissance, Bain & Company estime que les marchés privés devraient représenter 30 % de l'ensemble des actifs gérés d'ici à 2032.





**MERCI**